



INTER-MIGRANTS-SUISSE
HUMANITAIRE, MÉDIATION, CONSEIL
ET DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

N°23_ du 16 juin – 20 juin 2025

INMISUISSE - Service International : <https://www.inmisuisse.org/>

NEWSLETTER : Objectifs de Développement Durable

ACTUALITES

UN News, Le Devoir, Les Echos, L'Orient-Le Jour, Le Monde – 16 juin 2025
L'ONU revoit à la baisse son plan d'aide humanitaire mondial, faute de fonds



Le 16 juin, l'ONU a annoncé une révision majeure de son plan d'aide humanitaire pour 2025, en raison de « coupes budgétaires sans précédent » dans le secteur. Face à la multiplication des crises (Soudan, Gaza, RDC, Birmanie, Ukraine...), le budget est ramené à 29 milliards de dollars, contre 44 milliards initialement prévus. L'aide sera recentrée sur 114 millions de personnes, au lieu de 180 millions. Cette réorientation fait suite, entre autres, à la réduction de l'aide internationale américaine décidée sous la présidence de Donald Trump.

Les États-Unis, principaux donateurs en matière d'aide au développement, ont réduit brutalement leurs financements, avec de lourdes conséquences sur l'aide d'urgence, les campagnes de vaccination et la lutte contre le sida. Ces coupes affectent fortement les budgets de l'ONU et des ONG, des pertes difficilement compensables à court terme. Le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé une décision mettant potentiellement des millions de vies en danger. Plusieurs exemples illustrent l'impact des baisses de financement : en Afrique de l'Ouest et centrale, le Programme alimentaire mondial a alerté sur une crise alimentaire aggravée par une réduction de 40 % de son budget ; au Bangladesh, la lutte contre la tuberculose est compromise ; en Colombie, dans le plus grand camp de déplacés, seules 3 ONG sur 28 étaient encore actives en mai. Les États-Unis ne sont pas seuls responsables : de nombreux pays donateurs ont réduit leur aide, réorientant leurs priorités face à des difficultés économiques.

« Nous avons dû choisir qui pouvait survivre », a déploré Tom Fletcher, responsable humanitaire de l'ONU, évoquant des choix douloureux face à des ressources limitées. L'ONU entend désormais concentrer ses efforts sur les zones les plus critiques et optimiser l'utilisation des plans d'aide existants afin de diriger l'aide là où elle est la plus urgente et efficace. L'ONU priorisera les zones classées en niveaux 4 et 5, correspondant à des besoins humanitaires extrêmes ou catastrophiques. L'aide sera fournie en espèces lorsque possible, afin de laisser aux bénéficiaires le choix de leurs besoins essentiels. « Des coupes brutales entraînent des choix brutaux », déclare Tom Fletcher, appelant à une solidarité mondiale : « Nous ne demandons qu'un pour cent des dépenses consacrées à la guerre l'an dernier. »

259 enfants palestiniens ont été confirmés tués, un chiffre encore en cours de réévaluation par l'ONU.

Le rapport pointe également les actions de l'armée israélienne au Liban, responsables de plus de 500 enfants tués ou blessés en 2024. Derrière les territoires palestiniens, les zones les plus touchées sont la RDC (+4 000 violations), la Somalie (+2 500), le Nigeria (près de 2 500) et Haïti, où des gangs figurent désormais sur la « liste de la honte » de l'ONU avec plus de 2 200 violations. En Haïti, où les violations contre les enfants ont bondi de 490 % en un an, la coalition de gangs « Viv Ansanm » a été inscrite pour la première fois sur la « liste de la honte » de l'ONU, en raison de recrutements forcés, meurtres et viols collectifs. Selon un responsable onusien, il s'agit « probablement du gang le plus brutal » du pays. Le Clan del Golfo, cartel colombien accusé d'enrôler des enfants, fait son entrée sur la « liste de la honte ». En Colombie, les cas de recrutements forcés ont fortement augmenté : 450 enfants en 2024 contre 262 en 2023. Sont toujours listés : l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, en guerre depuis deux ans, ainsi que l'armée russe, responsable d'une hausse de 105 % des violations graves en Ukraine.

Image de la semaine



Manifestation contre les violences policières, à Nairobi (Kenya), le 17 juin 2025. SIMON MAINA / AFP